

Relance des importations de véhicules de moins de trois ans

## Flambée des cours et tension sur les devises en vue



©  
Archiv  
e  
Libert  
e

### **Le taux de change officiel reste déconnecté de celui ayant cours sur le marché informel.**

Politiquement populiste et économiquement aventurier, le projet du gouvernement de réinstaurer l'autorisation d'importation de véhicules usagés de moins de trois ans risquerait de créer, si elle venait à être effectivement mise en œuvre, une réelle tension sur l'offre informelle de devises et, par conséquent, une flambée certaine des cours et un écart abyssal entre les parités officielle et parallèle de la monnaie nationale.

Improvisée, sans doute, dans une tentative désespérée d'apaisement social alors que le peuple a clairement fait comprendre, lors des marches pacifiques de ces dernières semaines, ne rien réclamer d'autre que "le changement radical du régime politique", la relance envisagée des importations de véhicules d'occasion est considérée, à la fois, complètement inefficace pour réguler les prix de l'automobile et potentiellement porteuse de graves distorsions sur l'offre et les cours des devises fortes.

Sur le marché parallèle, nous disent des sources proches de la Banque centrale, "il est certain que le retour à l'importation de véhicules usagés provoquera une forte flambée de l'euro et le dollar devra, par la suite, suivre la même tendance, si toutefois les consommateurs adhèrent effectivement à une telle démarche, ce qui est loin d'être évident, vu que les prix à l'importation des véhicules d'occasion risquent d'être excessivement élevés". Pour nos interlocuteurs, il est cependant clair que dans sa gestion du taux de change du dinar, la Banque

d'Algérie ne tient aucunement compte de ce qui peut se passer sur le marché parallèle des devises, du moins officiellement.

Aussi, assurent-ils, même en cas de relance des importations de véhicules de moins de trois ans, le taux de change officiel reste déconnecté de celui ayant cours sur le marché informel, et ce, quelles que puissent être les pressions sur la demande et l'offre de devises sur les circuits parallèles.

Une déconnexion qui, ainsi, ne serait pas prise en compte dans les politiques officielles de gestion du taux de change, mais qui, pourtant, traduirait et alimenterait de réels dysfonctionnements économiques, en aggravant surtout le manque de visibilité pour les investisseurs. "Une économie ne peut continuer en permanence à fonctionner avec une double parité du taux de change, l'une officielle et l'autre parallèle, surtout si le différentiel entre les deux est important et s'il continue à s'aggraver", nous dit, en ce sens, l'ancien délégué de la communauté bancaire et ancien ministre des Finances, Abderrahmane Benkhalfa. Selon lui, l'impact d'une éventuelle relance des importations de véhicules d'occasion sur le marché des devises dépendra des mesures d'accompagnement dont sera assortie cette démarche, mais aussi des prix à la reprise de ce type de véhicules, qui, a priori, risquent d'être trop dissuasifs pour susciter une réelle demande.

Interrogé enfin sur la nécessité de passer par une loi de finances pour lever l'interdiction d'importation de véhicules usagés, dès lors que celle-ci avait été introduite en 2005 par un texte similaire, l'ancien ministre des Finances s'est contenté d'indiquer que l'abrogation de cette interdiction devrait, au premier abord, suivre le même canal juridique, même si d'autres voies réglementaires peuvent effectivement s'offrir au gouvernement.

**Akli Rezouali**